

Les Pays Bas

Conseil des secrétaires d'Etat des ministres de la Défense et des armées.

“Comment l'UE peut-elle assurer un usage éthique du numérique?”

Les Pays-Bas sont un pays dirigé par un gouvernement de coalition de droite. À sa tête, Mark Rutte, premier ministre, détient le pouvoir exécutif. Nous nous réunissons au sein du Conseil des secrétaires d'Etat et des ministres de la Défense et des Armées pour débattre au sujet du numérique, et comment peut l'Union Européenne en assurer un usage éthique.

Depuis une dizaine d'années, le numérique est devenu un des principaux piliers de l'économie européenne. Il s'est fait une place dans de nombreux domaines de l'économie (santé, éducation...) et contrôle de plus en plus nos vies avec le développement de l'Intelligence Artificielle et de la monnaie numérique. Très avantageux en termes d'évolution, mais questionnable en termes d'éthique. Nous sommes un pays particulièrement affecté par ce dilemme vu que dans l'Indice relatif à l'économie et à la société numérique (DESI) de 2020, les Pays-Bas ont été positionnés 4èmes, et 5èmes en 2021. Mais cet indice ne tient pas en compte la cybersécurité. En effet, les cybermenaces constituent un danger qui assaille l'Europe de façon exponentielle, notamment ces derniers temps avec la guerre russo-ukrainienne. De plus, il y a un fossé entre la croissance des entreprises numérisées et celles qui ne le sont pas, sans parler des nombreux problèmes environnementaux que ce domaine entraîne.

Les Pays-Bas sont le 2ème pays le plus numérisé d'Europe. Tous les habitants ont un accès très facile et libre à Internet, ce qui augmente parallèlement le taux de cyber menaces, contre lequel les entreprises hollandaises n'ont cessé de lutter. Mais la cybersécurité est, économiquement parlant, très difficile à obtenir, notamment pour les PME. En plus de leur difficulté à s'adapter aux nouvelles technologies en général. Nous comptons nationalement, avec d'autres problèmes causés par l'évolution de l'univers informatique. Par exemple: nous comptons avec de nombreux data centers qui favorisent l'évolution technologique du pays mais qui nuisent à notre environnement. Nous sommes actuellement en train d'envisager de possibles solutions. Par contre, les Pays-Bas ont également des plans pour rendre nos technologies encore plus performantes, accessibles et sûres. Notamment, en termes de IA, nous avons mis en place un plan d'action stratégique en 2019, pour faciliter son développement, bénéficiaire à l'économie numérique face aux grandes avancées des puissances chinoises et américaines à ce sujet. Pour les Pays-Bas, le numérique a donc une place très importante qui s'est intensifiée grâce à son investissement lors de la crise du Covid-19. Notre pays compte avec des entreprises numériques très puissantes comme TomTom Booking ou WeTransfer qui constituent entre autres entreprises de ce secteur, 5% du PIB.

Nous avons mis en place plusieurs lois et accords qui nous permettraient de mettre fin à la plupart des problèmes cités précédemment. Pour commencer, nous avons lancé un programme national de cybersécurité (NCSA) dans lequel on a investi 30 Millions d'euros pour le bien être de nos citoyens dans le monde virtuel. En termes de IA, on a mis en place en 2019 un plan pour affiner et réussir à faire de ce domaine, un plus performant. Donc, on envisage de rejoindre le Global Partnership for AI pour faire en sorte que l'Intelligence Artificielle soit utilisée de manière responsable. D'autre part, même si nous avons rejeté la

taxation des plateformes en 2019, nous sommes très conscients du danger qu'elles peuvent représenter et très sensibles à la question de régularisation de celles-ci . En ce sens là, nous avons accordé en Novembre 2020 un non papier avec la France au sujet d'une régulation des plateformes par le biais d'une réforme à l'échelle européenne des règles de concurrence et de responsabilité des plateformes vis-à-vis des consommateurs. Comme nous l'avons déjà appliquée aux plateformes hollandaises.

Pour conclure, les Pays-Bas se situeraient en faveur d'un plan plus minutieux contre les cybermenaces et notamment contre le cyberespionnage (surtout maintenant dans cette situation de guerre entre la Russie et l'Ukraine). En plus, nous proposons une régulation beaucoup plus dure des plateformes en termes des règles de concurrence et de responsabilité légale. Notamment, nous voudrions faire un appel à lutte contre la désinformation.